

# LE LANGAGE DE LA REVOLUTION

## L'ESPACE ACADEMIQUE ET L'ESPACE POLITIQUE

Ali Abassi, Université de Manouba

L'investigation que je soumets ici à la discrétion du lecteur porte sur *quelques slogans et expressions relevant du langage de la révolution du 14 janvier 2011*. C'est un corpus dont l'étude exige sans doute plus de temps, de moyens et de recul, mais je restreindrai l'analyse à certains échantillons lexicaux les plus récurrents, durant la première année (janvier 2011 à janvier 2012), sachant bien que les symboles non verbaux, qui appartiennent logiquement au *langage*, lato sensu, demandent un cadre et des outils de recherche plus appropriés.

Je consacre mes observations aux espaces académique et politique où la parole dite ou écrite (slogans et graffitis) trouve, de toute évidence, un champ naturel et une praxis pressentie, c'est-à-dire une systématisation qui oscille entre des spéculations théoriques et des pratiques reconnaissables, ciblant des destinataires particuliers. J'essaie de démontrer tout au long de l'analyse que le langage de la révolution, bien que souvent fortuit et spontané, notamment au lendemain du 14 janvier, y progresse vers une systématique pédagogique ou démagogique qui génère de graves malentendus entre les deux espaces en question, et qui influe nécessairement sur le cours de l'histoire de la révolution.

### I

## L'ESPACE ACADEMIQUE

### Révolte ou révolution

Dès les premières semaines de janvier 2011, l'université est l'arène de plusieurs controverses conceptuelles, orales ou publiées dans la presse locale<sup>1</sup>, entre autres celles qui ont eu pour objet la définition même de ce qui a eu lieu le 14. Le couple de mots *révolte* et *révolution*<sup>2</sup> est alors au cœur des débats, y compris parfois dans les salles de classes.

D'aucuns s'interrogent, selon un régime pléthorique le plus souvent, en vibrant avec les vicissitudes généreuses ou cruelles de l'actualité : *Où est donc la culture universitaire, ou la culture tout court, dans tout ça ?* C'est évidemment une question pertinente dans un espace où la culture est à la fois une mission, un programme et une stratégie ! Sans le facteur culture, en effet, on ne parlera ni de *révolution*, ni de *révolutionnaires*, mais plutôt de *soulèvement*, de *sédition* ou tout bonnement *d'explosion sociale*, de banales *révoltes* et de *jacqueries* qui s'achèvent comme un feu de paille. Camus a raison de rappeler que *la révolte tue des hommes, alors que la révolution détruit à la fois des hommes et des principes*<sup>3</sup>. Avec l'usage, particulièrement depuis la révolution française de 1789, (orientée, de près ou de loin, par les lumières, les hérauts du rationalisme, de l'encyclopédisme et du progrès, tels que Voltaire et Diderot), la connotation essentielle et populaire du paradigme révolutionnaire s'est trouvée focalisée sur les notions de *conscience* chez les meneurs, de *conscientisation* des masses et de *renversement* l'ordre établi injuste ou inapproprié.

Ainsi, il y a bien eu des *révolutions* en France, au 18<sup>e</sup> siècle, en Russie au début du 20<sup>e</sup>, en Chine, au tournant des années 50 et en Union Soviétique à la fin du 20<sup>e</sup>... Par contre, il y a eu

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple, Ghedia Aziz, « Tunisie ; révolte ou révolution », in <http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/tunisie-revolte-ou-revolution-88338>

<sup>2</sup> La question de la distinction théorique a été résolue depuis Camus : *L'homme révolté*, Folio, p. 140-141, 311. Une bonne synthèse est proposée sur le site Wikipedia :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution\\_\(politique\\_et\\_sociale\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_(politique_et_sociale)).

<sup>3</sup> *L'homme révolté*, op. cit. p. 140-141

de simples séditions dans la Grèce antique<sup>4</sup>, une chouannerie, en Vendée, en 1793, une autre en Tunisie, vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, sous la férule de Ali Ben Ghdahem. Quant aux prétendues *révolutions* habillées en épopées mythiques, comme en Egypte (Nasser, 1952) et en Libye (Kadhafi, 1969), il ne s'agit finalement que de coups d'Etats militaires, transfigurés et consacrés ensuite par l'historiographie officielle, comme la saga des peuples enfin libérés du joug du colonialisme et de ses suppôts, mais assujettis, en réalité, à une autre espèce *colonialisme* interne.

Entre les deux extrêmes de cette conceptualisation schématique, il y a d'autres formes qu'on hésitera à classer parmi les *révolutions* ou les *séditions*, car elles peuvent commencer, comme à Cuba ou en Corée du Nord, en *rébellions* organisées par des meneurs idéologiquement conscients du droit des peuples et qui, une fois arrivés au pouvoir, se contentent de remplacer les anciens seigneurs détrônés et sacrifient leurs *sujets* au culte de la personnalité et au dogmatisme idéologique le plus inhumain et le plus inique. Laissons ces nuances définitoires aux historiens et aux théoriciens patentés, pour revenir à notre propos et ne retenir qu'une évidence : n'en déplaise aux sceptiques de l'université, le mot qui désigne ce qui s'est produit en Tunisie, entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011, est bel et bien *révolution*, au sens canonique du terme, car les acteurs ont opéré une rupture avec un ordre établi et sa *morale*. Ils étaient, au départ, et en majorité, des chômeurs qui en avaient assez d'oublier leur diplôme dans une moite poche intérieure, en vendant des friperies, en arpentant les rues à longueur de journée ou en battant et rebattant des cartes au fond des cafés insalubres. Ils ont voulu et pu imposer un renversement de la tyrannie et confié à une élite de politiciens son remplacement par le projet d'un gouvernement démocratique.

Les manifestants du 14 janvier, on le sait maintenant, étaient essentiellement des jeunes. Mais lesquels ? C'étaient des jeunes appartenant à l'espace scolaire et académique dont le langage était une arme naturelle: lycéens, étudiants et diplômés en chômage, convertis en internautes, blogueurs et facebookistes invétérés, généralement rompus au langage informatique. La veille, ils s'étaient donnés le mot sur le web et pris rendez-vous, pour le lendemain, à l'avenue Bourguiba, en charriant dans leur lancée des milliers de gens désœuvrés, de badauds ou de militants à l'affût, et avaient juré d'en découdre avec Ben Ali, si ses barbouzes et autres brigadiers de la mort ne les jetaient pas sur le carreau. Ben Ali s'était évertué à dénaturer la politique éducationnelle initiée par Bourguiba, en banalisant les valeurs humanistes, à la faveur de programmes sans âme et sans identité. En généralisant le commerce des ordinateurs, portables et consoles diverses, il voulait user et abuser d'autant de joujoux pour distraire et crétiniser la jeunesse, par un langage culturellement déclassé, car très technique et simplement consumériste, et remplir de dividendes indus les poches de sa bande de filous et d'escrocs. Mais cette éducation *réifiante* (Lukács et Marx) a fini par lever des armées de révolutionnaires. Ce fut l'arroseur arrosé ! Le sorcier n'a réussi qu'à s'aliéner des apprentis, là où il mijotait des plans de robotisation des esprits et de *réification* des forces vives du pays.

On sait que la relève fut assurée, malgré beaucoup de ratés, qui continuent aujourd'hui encore, par la fine fleur de la culture nationale : universitaires militants et dissidents de longue date, corps professionnels divers, soudain pris de contagion insurrectionnelle, comme les avocats, les juges et les journalistes, dont la parole fut et est toujours une arme redoutable. Les gens de culture, (écrivains et artistes) dont beaucoup étaient soit censurés et démotivés depuis belle lurette, soit domestiqués par des fonctions et des pensions de misère, soit ostracisés depuis des années, rejoignirent bientôt le peloton de la contestation. Dans leur lutte concrète pour les

---

<sup>4</sup> En l'an 64, Spartacus et une centaine de gladiateurs se sont révoltés contre la Rome républicaine.

libertés fondamentales et la démocratisation de la vie politique, ils adoptèrent le langage révolutionnaire de la rue, au prix d'une écriture généralement transitive et trop réaliste<sup>5</sup>. Le langage de la révolution qui étoffe slogans, débats, controverses et livres est donc hautement culturel, voire technique, parfois. La culture universitaire apparaît ainsi comme une donnée essentielle de la métamorphose révolutionnaire tunisienne. Elle a déterminé l'évolution de l'histoire en révolution et non en banale révolte

Mais il y a lieu de remarquer, d'abord, que la règle historique qui s'est vérifiée jusqu'ici (dans un processus révolutionnaire authentique, c'est l'élite qui encadre la masse, au niveau du discours, de la culture et des structures d'organisation), a été inversée par l'expérience tunisienne de décembre / janvier, car c'est une masse instruite, issue des lycées et des universités, qui a jeté le pavé dans la mare et rappelé l'élite à ses devoirs, grâce à un slogan : *dégage !* et à son instruction technique. Ensuite, l'élite, qui a pris le relais, s'est trouvée confrontée à un casse-tête arabe où le conservatisme le plus obsolète, (dont les chefs de file sont les islamistes extrémistes), mène un combat improbable, qui peut être mortel, avec le libéralisme, *lato sensu*. Le langage révolutionnaire se trouve ainsi en butte au discours figé du conservatisme religieux, pire que celui de la tyrannie déboulonnée.

Les violentes menées et croisades des salafistes (tolérées par les islamistes modérés comme ceux de la Nahdha) contre le film au titre provocateur, perçu à droite comme une expression blasphématoire : *Laïcité inch'Allah*<sup>6</sup>, ou contre *Persepolis*<sup>7</sup>, diffusé par Nessma TV, ou encore les sit-in et les placardages injurieux et comminatoires (*koffar, almaniyine...*)<sup>8</sup> dans les établissements qui dispensent des enseignements d'art et de littérature, comme la faculté de Manouba, en disent long sur ce paradoxe de la révolution tunisienne. Si le langage et la culture y sont la solution, ils deviennent aussi le problème, à cause d'un usage où la systématisation idéologique à outrance crée des quiproquos volontaires ou involontaires et oriente les événements d'une manière compromettante pour le processus de la démocratisation, plus ou moins prévisible.

### **Un mot bateau : révolutionnaire**

Naturellement, à l'université comme ailleurs, le mot *révolutionnaire* vole très vite la vedette au couple : *révolte* et *révolution*. Mais, dans un pays en ébullition et où l'université brûle de toutes ses contradictions, comment faire le portrait du révolutionnaire tunisien ? Comme d'autres avaient fait le *portrait du colonisé* (A. Memmi)<sup>9</sup>, ou le *portrait du décolonisé* (H. Béji)<sup>10</sup> ou le *portrait de l'artiste en saltimbanque* (Starobinski)<sup>11</sup> ? On voit tout de suite la gageure ! Et la conjoncture n'aidant pas réellement, on appréhende toutes sortes de malentendus, de procès d'intention, voire l'anathème et l'excommunication.

D'abord l'universitaire révolutionnaire tunisien existe-t-il ? Comme je ne suis pas moi-même d'humeur à croire, ici et maintenant surtout, aux discours à la Mirabeau, aux héroïsmes à la

---

<sup>5</sup> On ne compte plus les romans, essais et autres ouvrages de circonstances qui, comme celui d'Abdelwaheb Meddeb, troquent trop vite style et esthétique au profit d'une écriture engagée et souvent terre à terre, par exemple : Abdelwahab Meddeb, *Printemps de Tunis*, Albin Michel, 2011.

<sup>6</sup> Nadia El-Fani, 2012.

<sup>7</sup> Vincent Paronnaud et Marjane Satropi, Juin, 2007.

<sup>8</sup> Respectivement : athées et laïcs.

<sup>9</sup> *Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, éd. Buchet/Chastel, Paris, 1957.

<sup>10</sup> *Nous, décolonisés* (essai), éd. Arléa, Paris, 2008.

<sup>11</sup> *Portrait de l'artiste en saltimbanque*, Genève, Skira, 1970.

Gavroche, aux harangues nassériennes et aux apostrophes de gaulliennes, je n'aurai pas la témérité d'en imposer quelque genre définitif et généralisant. Bien que dans le monde moderne, l'université soit la matrice des révolutions, victorieuses (Mai 68, à Paris) ou larvées, (Place Tien'Anmen 1989, à Pékin), c'est ici l'occasion de nuancer le propos sur la place de ce concept de *révolutionnaire* et de l'action des académiciens tunisiens dans la révolution de janvier 2011.

Donc j'ai bien croisé *des* universitaires révolutionnaires, de tous bords et de tous âges, et, en dépit des affinités grégaires (comme de houspiller à tout bout de champ les corrompus ou de maudire les tyrans), je ne me suis senti de mèche complète et exclusive avec le discours d'aucun d'eux, même si je m'entends avec eux sur l'esprit contestataire embryonnaire (chez la masse) et flagrant chez les élites très minoritaires. Il y a bien eu les révolutionnaires du 14 janvier, à l'avenue Bourguiba et un peu partout dans les régions, qui ont bien chauffé le macadam et les esprits par leurs slogans (*dégage ya khommej !/ al awtan la touhène...*)<sup>12</sup> et contribué à détronner l'ordre despotique et mafieux, mais ils n'avaient aucun mérite à se comparer aux insurgés français de mai 68, par exemple, parce qu'ils n'ont tout simplement pas fait preuve d'autant d'organisation et de souffle que leur modèle, et n'ont toujours pas fait aboutir la révolution. Tout le monde s'accorde à dire que l'espace de l'université n'a pas été le théâtre de remous décisifs, le 14 janvier. Enfin, les jeunes de tous bords, en particulier, n'avaient que la hargne légitime au bout de la langue (slogans) et du poing (drapeaux et autres symboles comme la baguette de pain), la force dévastatrice et éphémère d'un déluge et l'extase des victorieux du moment, après quoi ils ont naïvement passé le témoin aux opportunistes de l'espace non académique, et même non révolutionnaire, absurdement intronisés comme leurs porte-voix naturels.

Il y a bien eu aussi les vagues de manifestants des rues et des villes, nécessairement de formation universitaire (les avocats, les juristes, les médecins, les diplômés en chômage, les étudiants...), mais ils étaient mal organisés, souvent utopistes et leurs discours spécieux et quintessenciés se souciaient de l'intérêt commun, du temps et de l'efficacité, comme d'une guigne. Ils se sont parfois conduits, involontairement ou à dessein, comme des marchands prêts à céder, pour une chandelle de plus dans leur nacelle.

Il y a eu également, et il y a toujours, les laissés-pour compte, héritiers directs de Mohamed Bouazizi, qui se sont mis en colonnes rebelles et prêtes à en découdre avec les escrocs, les profiteurs, les criminels, les hommes de main des séides et les fieffés délateurs, mais ils se sont avérés souvent influençables et manipulables à souhait, jusqu'à être confondus tout bonnement avec les casseurs et les coupe-jarrets, les pyromanes et parfois les anarchistes les plus insoupçonnés. Le fait qu'une poignée d'étudiants salafistes, de l'université de Manouba, armée d'une rhétorique éculée, empruntée aux logorrhées des mosquées, mène la vie dure à des milliers d'étudiants démissionnaires, en dit long sur l'indigence de la masse, indigence qui est à la fois verbale, culturelle et structurelle.

Il y a eu, il y a toujours, en outre, les grands meneurs syndicalistes islamistes, ces étudiants qui, après avoir doré la pilule à leurs bases pour plier l'échine et hiberner stratégiquement sous Ben Ali, ont tourné casaque depuis le 14 janvier, pour être du festin des nouveaux maîtres, puis, sûrs de leur impunité et de leurs talents de prestidigitateurs, ils n'ont pas hésité à jouer les catcheurs salafistes, pour assujettir la justice à la raison du plus fort.

---

<sup>12</sup> Respectivement : partez corrompus ! / On n'humilie pas les patries !

Il y a eu, il y a encore, les frimeurs, les nouveaux messies, les tribuns des places publiques, les convertis des feuilles de chou et des plateaux de télévision, prestement et merveilleusement naturalisés révolutionnaires, les énervés et snipers d'internet, les souffleurs de chaud et de froid qui sont légion maintenant, dans tous les cénacles et devant tous les râteliers, et dont les discours érudits et volontiers polémiques rappellent une sophistication sans aucun intérêt pour les doléances des insurgés de janvier.

Mais alors, ces portraits de *révolutionnaires*, plus ou moins inadaptés à l'image courante des insurgés, plus ou moins dénaturés, ne sont-ils pas incompatibles avec les panégyriques qu'on dresse de la révolution tunisienne, promue au rang de parangon pour l'Orient et l'Occident, ici et outre-mer ? Comment s'explique ce paradoxe ? Oui, il faut achever le tableau pour trouver l'universitaire révolutionnaire tunisien, qui manie l'arme discursive à bon escient, une espèce d'être groupal et non individué, de *héros collectif* donc, hantant moins les classes et les salles de conférence, les corps professionnels et les catégories que le grand ciel du pays, une âme peu individuée, s'exhalant de la majorité des citoyens, et voguant vers l'avenir même s'il est canardé par les braconniers, abusé par les écumeurs ou floué par les maîtres chanteurs. Il suffit, par exemple, de regarder ces diplômés chômeurs, oubliés, peut-être même snobés qui, tout en constituant un bon pourcentage du camembert universitaire, ne se sont jamais retirés dans une tour d'ivoire, se sont interdit de participer aux curées verbales, jusqu'à se méfier des urnes entachées de sordides convoitises et de louches manipulations. Ils s'ajoutent évidemment aux silencieux de l'espace public, qui sacrifient les mots aux gestes révolutionnaires, assurant la rotation de la chaîne économique et sociale, trimant comme toujours, souvent dans de petits métiers, se démenant au four et au moulin, maniant la truelle ou le crayon, gardant sous scellé la modération légendaire tunisienne. Ceux-là ont été et sont toujours les garants d'un équilibre salvateur entre, d'un côté, l'action revendicative tentée par la violence, l'anarchie et le pathos langagier et, de l'autre, la sauvegarde d'un ordre social, économique et psychologique peu ou prou vivable et prometteur.

La révolution a éclaté grâce à l'activisme verbal et gestuel des misérables, rebut de l'espace académique et scolaire ; sa flamme ne pourra continuer à danser sous la brise du *printemps arabe* et éclairer la maison tunisienne que par l'équilibre qu'assurent les frondeurs, travailleurs ou chômeurs de tous horizons, pourvu qu'ils ne jouent pas les dupes. Ces pauvres et ces travailleurs, il va falloir désormais qu'ils trouvent un rempart contre les mots soi-disant révolutionnaires, mais qui sont souvent le fait de rhétoriciens, de gladiateurs et de prédateurs nostalgiques dans et en dehors de l'université, qui transforment systématiquement la force révolutionnaire en un mécanisme de dévoiement et de freinage, sciemment ou inconsciemment à la solde des réactionnaires.

### **Le mot-tonnerre : *Dégage !***

Qui n'a pas encore revendiqué la paternité de notre révolution ? Tout le monde s'y est mis, slogans corsés et arguments sophistiqués à l'appui, et cela depuis le début de l'insurrection, à tel point que les nouveaux gouvernants ne savent plus dans quels termes, quel ordre chronologique ou ordre de priorité, il faut confectionner et officialiser un almanach révolutionnaire. L'un des exemples les plus marquants et les plus éloquents de cette volonté politique ou politicienne de ménager la chèvre et le chou, notamment lors des discours adressés au peuple, à travers les médias ou lors des meetings, c'est les énoncés relatifs à la date anniversaire la révolution : 17 décembre ou 14 janvier. Pourtant l'agenda des déplacements bousculés, au lendemain des élections, des trois présidents (Marzouki, Jébal

et Ben Jaafar), n'a jamais ciblé l'espace académique qui a accouché du slogan dévastateur et décisif: *dégage* !

C'est surtout la commémoration de la révolution qui a révélé l'ampleur du casse-tête tunisien. L'étincelle fut en effet la querelle larvée sur la date exacte qu'il faudrait commémorer comme fête de la révolution, le 17 décembre (suicide de Mohamed Bouazizi) ou le 14 janvier (fuite de Ben Ali et changement à la tête du pays), et l'acmé en a été l'accueil carnavalesque et violent fait à la troïka, à Kasserine et à Thala, début 2012, et où le slogan : *dégage* ! a systématiquement été brandi. Les nouveaux gouvernants ne savaient plus où donner de la tête pour contenter les régions et répéter à chacune d'entre elles quelques mots échauffés, mais qui étaient d'un « révolutionnisme » réchauffés, pour dire la reconnaissance de son mérite dans l'insurrection salutaire, et lui donner son dû verbalement, en attendant des indemnités substantielles en primes, emploi et développement infrastructurel.

C'est que la prétention à la paternité de la révolution est d'abord régionale. Même si tout le monde admet que c'est Sidi Bouzid et d'autres localités de ce gouvernorat qui ont mis le feu aux poudres, par l'immolation de Bouazizi et la levée de boucliers qui s'en est suivie, les habitants de Kasserine, Thala, Gafsa, Siliana et d'autres villes revendiquent toujours le rôle essentiel dans le feu de l'action, en arguant du nombre exceptionnel de martyrs tombés sous les balles des forces de l'ordre et des francs-tireurs. Les Tunisois, quant à eux, avancent l'argument non moins cinglant de leur rôle déterminant dans le couronnement de la rébellion, car, c'est bien sous la menace de marées humaines assaillant l'avenue Bourguiba sous des huées impressionnantes, un mot psalmodié à qui mieux mieux, et se préparant à investir le palais de Carthage, que le despote a été acculé à prendre la poudre d'escampette.

De leur côté, les politiciens conscients d'avoir raté le coche et joint le peloton quand il n'y avait plus qu'une pente à descendre vers la ligne d'arrivée, s'ingénient à inventer des tournures de phrases apparemment révolutionnaires, (voir les discours de Ghannouchi et de Marzouki à leur retour de l'étranger, ou lors de leurs déplacements dans les régions), à gesticuler dans tous les sens, en occupant les médias et les agoras, et en mobilisant des partis et des bases engourdis et pris de court par les événements. Ils entendent se faire prévaloir d'un rôle tout aussi décisif dans l'organisation de la transition démocratique en cours, celui de théoriciens, de guides, de meneurs et de régulateurs. Il est vrai que la révolution, qui n'a pas été programmée, structurée et revendiquée par un mouvement idéologique et politique particulier, s'est vite donnée à lire comme une explosion spontanée, sans aucune transcendance intellectuelle et surtout sans appareil discursif et idéologique où les mots seraient sciemment mobilisateurs. Et, dès le lendemain du 14 janvier, elle a donné lieu à une espèce de course de relais où l'improvisation discursive était patente, où le témoin *verbal* est donc passé entre plusieurs mains, jusqu'à l'élection du Président de la république et la nomination du nouveau gouvernement.

C'est dans cette course de relais que la revendication (à la fois dans l'énonciation et sur terrain) n'a plus porté sur la paternité de la révolution, mais sur la priorité d'adoption. La bataille a été dure entre deux blocs en gros : les conservateurs et les progressistes du centre et de gauche, dans et en dehors de l'espace académique. Entre les deux, les naufragés *rcédistes*<sup>13</sup> ont essayé, et essaient toujours, de se refaire une santé militante, en se

---

<sup>13</sup> Partisans du RCD (Rassemblement Constitutionnel Démocratique), parti de Ben Ali, dissolu depuis début 2012.

réclamant du *Destour*<sup>14</sup> et de *Bourguiba*, deux mots et deux références qui se sont fanés depuis des décennies déjà, mais ils n'ont réussi qu'à rebattre des cartes et à fausser la donne. La montée des conservateurs au pouvoir, sur fond d'un abstentionnisme électoral compréhensible (plus de la moitié des Tunisiens ont boudé les urnes le 23 octobre 2012), d'un éclatement de luttes intestines pour le leadership, chez les centristes et les parties de gauche, a généré une réalité politique saugrenue. Avec une faible représentativité (seulement autour de 20% de la population, selon Béji Caïd-Essebssi), les nahdhaouis et leurs alliés objectifs, les extrémistes religieux, sont désormais les parents adoptifs de la révolution, bien que les parents putatifs soient réellement les progressistes, enfants légitimes de l'université.

On doit donc pouvoir débouter tous ces prétendants en rappelant que la révolution a une mère authentique, l'université, malheureusement oubliée par presque tout le monde, car une vraie mère a la pudeur de renoncer aux cris et aux discours, n'ayant pas besoin d'appeler oralement et encore moins par écrit, que sa fille est bien sa fille. Elle est snobée par les ignares, bafouée par les ingrats et sacrifiée sur la pierre votive par les idéologues, fieffé harangueurs des places publiques et des plateaux de télévision. Les uns voient la main de Dieu derrière la métamorphose de notre pays, et récitent aveuglément des sourates et des hadiths (les salafistes des mosquées). Les autres brandissent les longues lattes de soldats inconnus de la liberté, (les exilés de retour). J'y vois la grâce de l'université qui a formé une armée de jeunes minoritaires, conscients et pugnaces, qui ont décidé (malgré le défaitisme de la majorité silencieuse), entre décembre 2010 et janvier 2011, d'accomplir ce que les pères avaient abdiqué, et juste à l'aide de quelques slogans et de la force de leur désespoir.

S'il y a eu un acte thaumaturgique, il est bien l'émanation des lumières verbales, conceptuelles et culturelles, répandues par l'université et les universitaires. Sans elles, les héros des premières conspirations n'auraient pas compris leur force de frappe, les Gavroches du 14 janvier n'auraient pas su manier les nouvelles armes de communication, ni inventer le slogan dévastateur : *dégage !* et les nouveaux porte-étendards qui ont pris le train de la révolution en marche, n'auraient pas su disputer le leadership révolutionnaire, à coups de joutes oratoires et de manipulations idéologiques.

Il faut donc rendre à César ce qui appartient à César ! La révolution est bien née des discours et des pupitres de l'université. Il faut s'attendre aussi à ce que l'université vienne l'arracher aux héros de la « récup » et aux Judas trop nombreux et souvent insoupçonnés qui, comme l'actualité l'a douloureusement démontré, sont prêts à s'associer au diable et à des enfants matricides, moyennant une rhétorique minimaliste ou obscurantiste, nourrie surtout par l'espace politique.

## II

### L'ESPACE POLITIQUE

Qu'il s'agisse des anciens tyrans, Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, ou des nouveaux chefs couronnés par le printemps arabe, le langage appelé à la rescousse pour exorciser les tsunamis révolutionnaires est généralement une tombe creusée par eux-mêmes à leurs ambitions. Entre le fameux et néanmoins ridicule *fhemtkom, éna fhemtkom*<sup>15</sup> (je vous ai compris) de Ben Ali,

---

<sup>14</sup> Littéralement : Constitution. Le *Destour* était l'appellation synthétique du parti de Bourguiba, le PSD (Parti socialiste, Destourien), remplacé, après 1987, par le RCD.

<sup>15</sup> Voir mon ouvrage : *Le Vent se lève en janvier*, Zurich-Tunis, Ed. « En bas » et Sahar, 2011, p. 15.

la veille de sa chute, le non moins célèbre discours et autant irréaliste de Moubarak, la veille du 25 janvier 2011 : *errissala wassalet* (message reçu) et l'appel à la révolution lancé par Kadhafi à son peuple, dans le sillage des émeutes arabes, et surtout les malheureuses incartades, maladresses et autres cafouillages verbaux des nouveaux trois présidents tunisiens, on n'a que l'embarras du choix, pour consigner et lire clairement le discours *révolutionnaire* inadapté et anhistorique, qui caractérise l'espace politique. Le malentendu est ainsi continuellement consommé entre ce dernier et l'espace académique, étudié précédemment. Examinons quelques-uns des exemples les plus frappants, en choisissant des cas dans les prestations discursives des deux pouvoirs les plus exposés à l'opinion publique tunisienne : le législatif (l'ANC) et l'exécutif (le Gouvernement et la Présidence).

### **Langue farcesque**

La rue et l'élite universitaire sont promptes à critiquer les hommes politiques réduits souvent à des boucs émissaires, à tort ou à raison. Les premières remontrances et la plus anodines dont on retrouve des traces autant dans les discours de l'université que dans la rue et la presse locale, concerne le président de l'Assemblée lui-même, Mustapha Ben Jaafar. Pour certains, son apparent calme de sphinx cache mal sa susceptibilité et peut-être même sa suffisance. Car, quand il se permet des facilités de langage du genre *hloua hathi* (elle est bonne celle-là) ou bien *la ya habibi*<sup>16</sup> (non, mon chéri) à l'adresse d'un élu, ou quand il apostrophe trop souvent le coordinateur d'une Commission, Habib Khether, par : *seid erraïss* (Monsieur le président), là où il faut dire : *Monsieur le président de la Commission*, il oublie qu'il n'y a de Président (emploi absolu), sous la coupole, que lui, et qu'à ce titre et en matière de style, il est tenu au protocole énonciatif et à la retenue, beaucoup plus que ses collègues. Les lâchers de pigeons fantaisistes ne sont pas du tout les bienvenus, notamment quand on prétend manœuvrer un parterre formé de nouvelles recrues, non initiées aux normes communicationnelles, en vigueur dans un parlement.

D'autres remontrances concernent le président de la Commission des Pouvoirs Publics, Habib Khether. On le trouve tout à fait aux antipodes du Président de l'Assemblée. Il affiche une assurance obséquieuse, est trop cassant avec ses collègues, parfois insolent avec la Présidence dont il coupe la parole, à tout moment, et se permet des reprises langagières ou conceptuelles inappropriées, à la limite de la casuistique sophistiquée. C'est ce qui le rend antipathique (et donc improductif), aussi bien pour beaucoup d'autres élus que pour les Tunisiens intéressés par les débats, sans raffoler spécialement des cours académiques et des querelles langagières, quasi byzantines, sur les ondes.

Des élus -hommes- font l'objet d'autres reproches courants, quand ils se contentent de faire de la figuration, comme s'ils se délassaient à la plage. Ils renoncent au discours dans un espace politique où la parole est une prérogative *sui generis*. Certaines élues sans jamais prendre la parole, également, hantent les « poulaillers », sourient et font les yeux doux à la caméra comme des mignonnes invitées à une noce. Enfin il y a quelques Martiens, hommes et femmes, qui se ridiculisent en s'accommodant du rôle de chahuteurs anachroniques. L'un accuse ses collègues de vouloir l'ostraciser au Mali, un deuxième agrippe insolemment la vice-présidente comme si c'était un quidam quelconque, un troisième (Brahim Al-Kassass) se

---

<sup>16</sup> Séance de l'ANC, du 10 décembre 2011.



défend d'être un *péteur*<sup>17</sup> (*manich bassass*), comme l'en aurait accusé un autre élu !!! Tout cela est enregistré et ceux qui l'auraient raté peuvent s'en assurer juste en feuilletant les pages de Facebook, sinon en revenant aux archives de la Nationale 1. C'est une curieuse marge d'action des Tunisiens suspendus aujourd'hui entre l'essoufflement de tous ordres et le *pet* qui détonne dans ce propos critique, à mon grand regret !<sup>18</sup>

### **Quiproquos conceptuels et méthodologiques**

L'un des exemples les plus significatifs du malentendu généralisé entre, d'une part, la classe politique et de l'autre, l'université et l'opinion publique, c'est l'entretien accordé par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Moncef Ben salem, à la chaîne Hannibal, début 2012<sup>19</sup>. Un vrai événement marquant de la toute première décennie du gouvernement de la troïka, d'obédience essentiellement islamiste. Comme beaucoup de mes compatriotes, notamment les universitaires qui attendaient que Ben Salem s'expliquât sur l'actualité universitaire, j'avais les yeux chevillés sur l'écran, et je tenais absolument à me faire ma petite idée sur une personne qui était déjà, depuis deux semaines, un vrai personnage défrayant la chronique, quasiment diabolisé, traité de toutes les impérities possibles et imaginables, un vrai *pendard* comme dirait Molière. Quelle ne fut ma surprise ! Je devrais même parler au pluriel, car je n'en revenais pas, à force de voir mes préjugés (favorables et défavorables) dégringoler un à un, pour en rester finalement moi-même complètement abasourdi, aussi bien psychologiquement que politiquement parlant.

L'homme est on ne peut plus sympathique. Certains trouveraient même en lui *leur type*, en matière d'amitié. Son tailleur souvent hors catégorie, le nœud forcé de sa cravate, sa coupe de cheveux d'adjudant-chef, son sourire et même ses éclats de rire à peine retenus et soumis à la simple contagion d'humeurs avec son vis-à-vis, sa voix douce et entravée, sa gestuelle spontanée et nouée de tics, sa posture enfin et son air bon-enfant, parfois assombri par une nuée de traumatismes de l'ancien prisonnier d'opinion, longtemps martyrisé dans les geôles de Ben Ali... Tout cela fait de lui un homme qu'on a envie de ménager et de tenir par la main, pour éviter qu'il se trouve mal ou qu'il se mette à sangloter. Comme personne, j'avoue qu'il me dédouane de toutes les humiliations que j'ai dû vivre avec mes anciens *patrons*, de Mohamed Charfi à Béchir Tekari, trop poseurs, trop filous, trop condescendants, tout à fait à l'image de leur marionnettiste de Président. Mais le hic c'est que Ben Salem n'est pas affecté au département de l'enseignement supérieur pour collectionner des affinités électives des téléspectateurs anachronique, ou des accointances pour d'éventuelles campagnes caritatives ! Il est à la tête d'un ministère où il faut faire preuve de distanciation et mettre à profit des talents scéniques, politiques et intellectuels, multiples.

Le personnage du ministre a donc brillé par son absence, lors de cet entretien, alors que tout le gratin universitaire, ainsi que le public étudiant et sans doute beaucoup de détracteurs, prévenus de l'émission d'Hannibal, l'attendaient au tournant. Après la campagne médiatique en règle dirigée précisément contre Ben Salem et d'autres ministres nahdhaouis, décrits par certains comme des parvenus qui perpétuent le clientélisme et le favoritisme datant de l'ère

---

<sup>17</sup> Séance de l'ANC, mercredi 11 décembre 2011.

<sup>18</sup> Faut-il en rire ou en pleurer ? Chacun en jugera selon son tempérament et sa conscience. Quant à l'honnête homme, qui n'affectionne ni les critiques ni les *péteurs* outre mesure, mettant sa sérénité intellectuelle au dessus de tout, y compris quand il écrit, et puisque le bonheur politique tarde trop, il peut s'inspirer de la sage injonction de Jean de La Bruyère : *Il faut rire avant que d'être heureux, de peur de mourir sans avoir ri.*

<sup>19</sup> Samedi, 7 janvier 2012, chaîne Hannibal.

tyrannique révolue, après la crise de la Faculté de Manouba<sup>20</sup>, où le gouvernement de Jébali a été soupçonné de sympathie avec les salafistes, et surtout après l'accueil musclé et humiliant fait aux manifestants de cette faculté dans l'enceinte de leur ministère, les esprits étaient entièrement montés, les partis sans appel étaient déjà pris et n'attendaient qu'une confirmation dans les propos de l'invité d'Hannibal. Qu'en était-il ? Jugeons plutôt d'après ses prestations verbales enregistrées et vérifiables !

Je ne parlerai ni de son louvoiement quand il s'agit de justifier le silence du ministère devant l'acte illégal des sit-ineurs obstruant les lieux du travail, entravant des fonctionnaires de l'Etat en exercice et agressant physiquement le doyen, des enseignants et des étudiants, ni de la volonté de minimiser la dangerosité des exactions perpétrées, autant à l'université que dans le reste du pays, ni des imprudences langagières absolument inattendues de la part d'un ministre, en noyant le poisson sur des questions essentielles (la liberté de confession, le droit au travail, les problématiques pédagogiques et scientifiques), au profit d'une sophistique juridique ou spirituelle, fabriquée de toutes pièces, comme si son interviewer et les téléspectateurs universitaires étaient nés de la dernière pluie... Mais je commenterai en détail ses sorties sur la littérature. Le propos était gros, ahurissant, choquant et devrait sérieusement inquiéter tout universitaire.

D'après ses déclarations antérieures, que lui a rappelées le journaliste et qu'il n'a pas désavouées, mais surtout selon ses affirmations en direct, regard tourné vers la caméra, comme pour dire : je persiste et je signe, Ali Douâji n'est pas à sa place sur son piédestal d'écrivain, car il était ce marginal appartenant à une horde de *Taht essour* ( littéralement : au pied de la muraille), un soûlard invétéré, et surtout l'auteur de boutades indignes telles que : *bawanitou kawmine inda kawmine sawaguirou* (les mégots de certains sont des cigarettes pour d'autres)...

Sauf ingénuité de ma part, il faudra croire que notre ministre n'est pas l'universitaire que nous connaissons et qui vit ici et maintenant, mais un Béotien, déconnecté des réalités quotidiennes (il avoue sans sourciller ne pas lire les journaux), et encore plus de la réalité scientifique. Primo, il n'est pas attendu qu'un ministre de l'enseignement supérieur s'immisce dans une spécialité qui n'est pas la sienne, et se mêle d'une problématique (évaluation de l'art), pour laquelle il n'a aucune compétence. A moins de croire que l'enseignement et la recherche littéraires, donc une spécialité où les mots sont l'instrument et le matériau du travail, n'ont rien de spécifique, ne demandent pas la science infuse, et que monsieur tout le monde peut y avoir son mot à dire. A moins aussi de s'inspirer des présomptions ridicules de Ben Ali qui faisait accroire à ses thuriféraires qu'il s'y connaissait en informatique, autant qu'en agriculture, en médecine et en menuiserie, lorsqu'il s'adonnait à ses piteux exercices de style, lors des visites de terrain. Dans ce cas, Ben Salem aurait dû aussi montrer aux enseignants d'arts, de médecine et de botanique ce qui ne va pas dans leurs départements respectifs. Il ne devrait pas s'étonner qu'un littéraire intervienne dans son fief de matheux, pour lui montrer quand, comment et à qui il faut dispenser un enseignement sur *l'équation de troisième degré* !

On peut bien admettre qu'il faut choisir des auteurs, des œuvres, des genres, des thèmes adaptés à chaque niveau (en passant du primaire, au secondaire et au supérieur). C'est bien un truisme pédagogique que le ministre peut examiner sans avoir des lumières littéraires !

---

<sup>20</sup> Incursion de groupes salafistes qui, entre 2011 et 2012 notamment, ont longtemps interrompu les cours à la faculté de Manouba et donné lieu à un bras de fer avec l'administration et le corps professoral, ainsi qu'à une affaire judiciaire opposant le doyen et deux étudiantes voilées, qui ne connaît toujours pas son dénouement.

Mais il n'appartient pas au ministre, surtout s'il est un ignare en littérature, de décider des options qui relèvent uniquement du travail de commissions de spécialistes, désignées ad hoc. Autrement, le ministre ne ferait que tendre des lits de Procuste dans les établissements, et s'amuserait à y dorloter des enseignants choisis conformément à des mensurations idéologiques. Les adeptes de Pol Pot et Kadhafi s'y sont déjà inutilement aventurés...

Maintenant, le fond du problème, et je ne le rappelle pas à l'intention du ministre que je désespère de convaincre, puisqu'il s'est déjà avoué comme un étranger à l'art en général et à la littérature en particulier, le fond du problème, dis-je, consiste à postuler qu'un énoncé littéraire, tel que celui qui est injustement et naïvement reproché à Douâji, ne se lit pas exclusivement, ni même prioritairement, au premier degré, sinon le discours littéraire se confondrait avec le discours commun. Un vers, une boutade, un texte, un thème littéraire s'inscrivent et se lisent d'abord dans la spécificité générale de la littérature, qui est la connotation. Ben Salem et les lecteurs non initiés à l'art de l'écriture ne comprendront jamais que la phrase imputée à Douâji (*les mégots de certains sont des cigarettes pour d'autres*), relève à la fois de la parodie, du genre humoristique qui est le sien et de sa stratégie de créateur insoumis à l'ordre établi esthétique, social et politique. Ce n'est pas une simple galéjade douajienne de pasticher le fameux vers : *Bitha khadhatil'ayamou bayna ahliha, massaïbou kawmine enda kawmine fawaidou*<sup>21</sup> (Ainsi la vie en a-telle décidé, le malheur des uns fait le bonheur des autres), mais une géniale réécriture, digne d'une réflexion approfondie, dans le cadre d'une dissertation et même d'un essai. Je n'aurais personnellement aucun scrupule à proposer cette boutade de notre plus grand humoriste, en examen de littérature pour les étudiants de master ou d'agrégation, car elle est à la croisée de plusieurs problématiques : l'intertextualité, la généricité et... la littérature engagée...

S'il faut supprimer Ali Douâji de l'enseignement et de la recherche littéraires, pour cause d'immoralité, il faudra sans doute aller jusqu'au bout de l'argument et fermer tous les établissements d'arts, de littérature et de culture. Car, comme l'art en général, la littérature est d'essence immorale, c'est-à-dire, en fait, amoral, et n'entend en aucun cas rivaliser avec les livres sacrés. Ali Douâji avait dit : *bawanitou kawmine enda kawmine sawaguirou*, comme Guermadi<sup>22</sup> a écrit *hobboun ka katifi'l allouchi ala kouskoussi* (un amour semblable à l'épaule du mouton sur le couscous)<sup>23</sup>, Al-Maarri<sup>24</sup> qui a fait dire à Ibnou'l Karih, s'adressant à une femme de *Rissalatoul'ghofrane* : *ahmilini zakafouna* (porte-moi à califourchon sur ton dos), Imrou'l Qays<sup>25</sup> qui a dit : *Alyawma khamroun wa ghadan amroun* (buvons aujourd'hui et vaquons à nos affaires demain !), Rabelais qui a écrit *femme molle à la fesse*, signifiant gaillardement *femme folle à la messe*, et Sartre qui a écrit : *tous les moyens sont bons quand ils sont efficaces*. Douâji, et tous ces grands auteurs du même acabit seraient-ils donc à effacer de notre mémoire collective et de nos annales pédagogiques et culturelles ? Si oui, le modèle de la politique éducative mijotée par notre nouveau ministre de l'enseignement supérieur serait, à terme, celui qu'on prête à l'un des compagnons du prophète Mohamed, Omar Ibnou'l Khattab qui, ayant conquis Alexandrie aurait ordonné à son général, Amrou Ibnou'l'Ass, de brûler tous les livres de la fameuse bibliothèque de cette ville, pour n'y garder que les volumes du *Coran* !

---

<sup>21</sup> Vers notoirement connus du poète arabe : Al-Mutanabbi, du 4<sup>e</sup> siècle de l'Hégire.

<sup>22</sup> Universitaire et écrivain tunisien de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> s.

<sup>23</sup> *Al-lahma al-hayya* (*Chair vive*, 1970), p. 67.

<sup>24</sup> Poète arabe du 6<sup>e</sup> s. de l'Hégire.

<sup>25</sup> Poète arabe du 6<sup>e</sup> s. de l'Hégire.

Il faut espérer que Ben Salem n'a pas trop médité ses propos et s'est fait simplement trahir par sa bonhomie et son inculture littéraire. C'est dommage que l'un des ministres du nouveau gouvernement, soupçonné a priori de conservatisme édulcoré, mette ainsi très maladroitement, très dangereusement le pied à l'étrier, sans s'y connaître en équitation. Autrement, il faut que les universitaires se préparent à de plus gros (grossiers) quiproquos avec leur nouveau patron et à des dysfonctionnements sans fin dans la gestion de l'enseignement supérieur, comme à de plus graves malentendus d'ordre politique en général, avec le gouvernement islamiste.<sup>26</sup> Le langage du Président en est une autre preuve irréfutable.

### **Mots de la *démocrature***<sup>27</sup>

Il aura suffi d'un seul mot déplacé : *ha'l-jarathim* (ces microbes), proféré sciemment ou inconsciemment par le Chef de l'Etat, lors de son entretien accordé à la télévision<sup>28</sup>, pour que certains citoyens de sensibilité salafiste, qui s'y seraient reconnus aux côtés des prédicateurs égyptiens visés, s'émeuvent, manifestent sans préavis, se livrent au lynchage verbal du Président et s'apprêtent à une bataille de rue avec les forces de l'ordre public, après la prière du vendredi, dans les parages de la mosquée El-Fath...

On peut se perdre en conjectures, et selon toutes les doctrines, sur la bonne ou la mauvaise foi des acteurs de cette scène, la logique de l'action/réaction, dans un contexte naturellement explosif, ou le tempérament trop méditerranéen d'un chef d'Etat et de son peuple... Toutefois, le seul recours demeurant à la disposition de l'éthique citoyenne et de la critique objective c'est cette exigence d'équité qui accompagne la révolution depuis le début. Et le souci d'équité incite à admettre d'abord une réalité quasiment aporétique. Car, le Président, les manifestants, le département de l'intérieur qui a réprimé les manifestants, les citoyens révoltés par la recrudescence de la violence... tout le monde, enfin, peut avoir raison !

Selon une première explication, M. Marzougui n'a pas fauté, au moins pour deux considérations d'ordres différents. A l'évidence, et sur le plan de l'« intention sémantique », il ne pensait pas qualifier tous les salafistes de *microbes*, ni, par conséquent, tout le salafisme d'idéologie *microbienne*. Il ciblait peut-être, exclusivement, quelques prédicateurs égyptiens (Wajdi Ghonim et compagnie), et autres extrémistes convaincus de délits graves, sévèrement répréhensibles pour la loi et la morale communes, comme l'extrapolation exégétique sans rapport avec l'Islam (nécessité du niqab, apologie de l'excision et toutes sortes d'anathèmes jetés sur les laïcs et sur la démocratie), l'usage de la violence verbale et physique, l'insubordination libertaire... Répondant parfois du tac au tac à trois journalistes futés et légèrement provocateurs, M. Marzougui a parlé un peu au pied levé, au détour d'une question, sans trop calculer les conséquences d'une potentielle ambiguïté de sens, ni penser aux connotations diverses du terme incriminé. Au pire, il aurait commis un *lapsus linguae*, sans penser à mal. Il est responsable, mais non coupable.

D'un autre côté, notre illustre *prévenu* a droit à d'évidentes circonstances atténuantes. Au moment où il croisait le fer avec d'habiles escrimeurs du journalisme tunisien, enclins à la manipulation, par vice professionnel ou par besoin de scoop, le Président se remémorait peut-être les récents forfaits de quelques salafistes, (les terroristes de Soliman, de Rouhia et de Bir Ali, entre autres), en association subconsciente avec son obligation de Chef de l'Etat de

---

<sup>26</sup> L'actualité confirme largement ces angoisses partagées par les universitaires et la société civile.

<sup>27</sup> Néologisme péjoratif que je forge à partir de *dictature* et de *démocratie*.

<sup>28</sup> 17 février 2012, Nationale 1 .

rendre des comptes aux citoyens. Il aurait cédé à l'instinct d'auto-défense, en stigmatisant des criminels plus que des idéologues. Comment lui tenir rigueur d'avoir *insulté* les *citoyens* réfractaires au respect des droits inaliénables d'autres citoyens et qui, donc, insultent publiquement la révolution.

Pour une deuxième appréciation nécessitée par l'esprit contradictoire et l'observation fidèle de la réalité des choses, mêlons-nous aux rangs des protestataires salafistes, écoutons leurs doléances et analysons leurs desideratas, même si nous ne partageons pas leur idéal mythique ! Nous verrons que leur discours, bien que soigneusement emballé dans une enveloppe dogmatique, joue pertinemment des armes mêmes de la révolution.

Premièrement, disent-ils,<sup>29</sup> dans la bouche d'un Président, le terme récusé de *microbes*, appuyé d'un dédaigneux déictique *ces*, réfère explicitement et scandaleusement à la terminologie répressive du régime flicard et tyrannique détrôné par le 14 janvier. En effet, Le langage du Chef de l'Etat est un langage qui fâche et sème la perplexité, puisqu'il conforte facilement, chez les conservateurs comme chez les progressistes, l'idée que le politicien est nécessairement un imposteur et un oppresseur, abstraction faite de sa famille idéologique d'origine. Pensons aux mots reprochés à N. Sarkozy (*racaille*,<sup>30</sup> *casse-toi, pauv'con*!<sup>31</sup>...), dont les émigrés et les socialistes s'étaient formalisés récemment, n'admettant pas que le Président d'une grande démocratie comme la France en soit réduit, par imposture idéologique, à n'être qu'un usager ordinaire d'un idiome vulgaire, riche de ses connotations racistes et sectaires.

Deuxièmement, un Chef d'Etat est, selon l'éthique, la loi et les simples coutumes protocolaires, tenu à l'obligation de réserve, au devoir d'impartialité, surtout dans ses déclarations publiques, dans le contexte d'une jeune révolution, toujours effervescente et imprévisible, qui peut donner aux mots et aux gestes l'impact des étincelles dans une poudrière. Le propos de M. Marzougui est alors d'autant plus blâmable qu'il a déjà commis d'autres bévues langagières, sans tirer la leçon de leurs conséquences, comme lorsqu'il appela les Tunisiennes non voilées : *safirète*<sup>32</sup>, un malheureux mot aux fâcheux non-dits phonétiques et moraux, ou lorsqu'il eut la maladresse de parler trop vite, en Algérie, des *droits des Algériens*.<sup>33</sup> Le mot : *microbes* serait donc moins un lapsus ou une piètre approximation rhétorique qu'une *perle* soigneusement placée dans la parole d'un discoureur *récidiviste*, qui sait ce qu'il dit et ce qu'il fait, pour qui *dire c'est faire*, et la riposte des *victimes* serait donc totalement fondée.

Troisièmement, et c'est l'argument-choc des protestataires interrogés à cet effet, le Chef de l'Etat aurait commis un crime de lèse-démocratie et failli à son devoir de garant de l'ordre public. En démocratie, le salafisme, comme tout autre mouvement idéologique et politique doit être protégé des stigmatisations, surtout de la part du gouvernement qui ne peut être juge et partie. La logique démocratique interdit à quiconque, fût-ce un Président, de condamner publiquement et sans procès loyal et régulier, même les ennemis de la démocratie. Il est vrai

---

<sup>29</sup> Les trois arguments développés ici reprennent et approfondissent certaines des réponses recueillies à la faculté de Manouba, auprès d'un échantillon d'étudiants salafistes actifs au sit-in et de leurs adversaires.

<sup>30</sup> N. Sarkozy, 25 octobre 2005, à Argenteuil, s'adressant aux habitants, en évoquant les casseurs et les manifestants.

<sup>31</sup> N. Sarkozy, le 23 février 2008, au salon de l'Agriculture, à l'adresse d'un jeune homme avec lequel il a eu une altercation.

<sup>32</sup> Non voilées.

<sup>33</sup> Lors de sa visite en Algérie, début février 2012. (<http://www.tunisienumerique.com/apres-ses-declarations-peu-diplomatiques-sur-lalgerie-le-president-tunisien-marzouki-tente-de-rectifier-le-tir/95116>)

que le mot célèbre de Saint-Just : *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté*<sup>34</sup>, bien que plausible mathématiquement et du simple point de vue du bon sens, est invalidé par la loi démocratique. La *faute* de M. Marzougui serait d'ailleurs encore plus grave et déplorable, car il l'a reconnue publiquement et après coup, comme les précédentes. Il semble ainsi dire : *je suis incorrigible, je persiste et je signe*, ce qui frôle l'incompétence dans une aussi auguste et exigeante fonction que la Présidence.

Additionnons maintenant les mots du Président, pris à tort ou à raison pour de très fâcheuses bourdes, avec l'impression d'un laisser aller permissif, voire de faiblesse dans le style de gouvernance du Premier ministre et dans l'atmosphère des travaux de l'ANC, pour aboutir à un constat situé aux confins de l'absurde : nous avons des gouvernants qui sont aussi démocratiques qu'anti-démocratiques, forts autant que faibles, stricts et fauteurs de troubles à la fois. Ils manient un langage aux antipodes des attentes de la rue et notamment des académiciens en droit de souhaiter de la rigueur conceptuelle et de la droiture éthique de la part qu'ils ont promu au rang d'héritiers de la révolution.

Nous sommes en démocratie et sous la dictature...Nous somme en *démocrature*. Le malentendu est total avec l'idéalisme des académiciens et des révolutionnaires en général.

**Conclusion** : des truismes d'abord : le langage de la révolution, on ne le sait que trop, est une arme fondamentale et fondatrice du nouvel ordre politique et social. Les révolutionnaires s'en sont saisis pour accomplir leur action et, dans beaucoup de cas (*dégage ! aatakni*<sup>35</sup>! et autres), la performance du slogan était maximale, dans d'autres, (du côté des nouveaux politiciens précisément) la dimension déceptive du langage est plus au rendez-vous. D'énormes quiproquos apparaissent et confrontent l'espace académique, en particulier, plus enclin à la spéculation théorique et à l'idéalisme, à l'espace politique aux prises avec l'impéritie des nouvelles recrues, le réquisit du pragmatisme impopulaire auprès de l'opinion et le contexte particulièrement dur au plan local comme au plan international.

Ensuite une hypothèse : le langage serait maintenant une variable beaucoup plus déterminante qu'autrefois, de l'échec ou de la réussite des révolutions, compte tenu des nouveaux médias et des possibilités plus faciles et plus variées de manipulation des foules. Ce ne sont plus les facteurs quantitatifs (des millions de marcheurs et des mois ou des années d'insurrection), mais bien les facteurs qualitatifs (quelques slogans bien étudiés, psalmodiés par quelques milliers d'individus, et des outils de pointe rodés, comme internet et des drones de combat) qui décident de la performance du langage, en un temps record, dans un contexte naturellement insurrectionnel, ou *monté* de toutes pièces. Inutile d'ajouter que l'éthique ne joue plus aucun rôle. Avec deux ou trois mots-slogans et quelques milliers de manifestants ameutés sur Twitter et Facebook, on détrône un tyran devenu inutile autant qu'un simple fusible périmé, à l'intérieur comme à l'extérieur (Tunisie, Egypte, Libye...), alors que dans d'autres lieux et en d'autres temps, ces manifestations auraient été de simples jacqueries qu'on étouffe sans peine.

A.A.

---

<sup>34</sup> Phrase prononcée par Saint Juste dans l'un de ses discours pour annoncer la répression sanglante des mouvements contre-révolutionnaires et royalistes, au lendemain de la Révolution de 1789.

<sup>35</sup> Lâche-moi ! / « Fous-moi la paix ! » ; littéralement : « libère-moi » !